



Ecole : La lutte des classes

Intervention de M-C BEURET, conseillère municipale communiste déléguée à la petite enfance.

Il faut sauver l'école maternelle. La réalité : pas de place pour les enfants de 2 ans, recul sur la scolarisation des enfants de 3 ans, que cache la remise en cause par le gouvernement de la scolarisation précoce à l'école maternelle ?

La suppression de la scolarisation des 2 ans vise à récupérer dans le 1^{er} degré un volume non négligeable de postes afin d'atteindre l'objectif annoncé pour cette année de 17000 postes en moins dès la rentrée et 16000 postes pour l'année prochaine.

Cependant, comme la scolarisation des tout-petits ne fait pas partie des compétences obligatoires de l'Education nationale, l'accueil des 2 et 3 ans devrait disparaître inéluctablement...pour des raisons budgétaires. Alors qu'il est démontré, par ailleurs, qu'une scolarisation précoce, dans de bonnes conditions est un atout pour les enfants et plus particulièrement pour les enfants issus de milieu socialement défavorisé.

Dans le primaire, les objectifs budgétaires irresponsables fixés par le ministre se traduisent sur le terrain par des suppressions imposées au forceps, sur la base de chiffres fantaisistes et sans prise en compte de la situation actuelle.

Le couperet de la politique de rigueur du gouvernement tombe sur le service public d'éducation sans mesurer les conséquences pour l'éducation de nos enfants et de l'avenir de notre pays. C'est un véritable massacre.

Mais il y a luttes...les luttes des parents doivent avoir le soutien de l'ensemble de la population. D'ailleurs, lorsque l'on interroge les parents sur les priorités politiques et ce qu'il faudrait faire de suite, la question du travail arrive en premier et celle de l'éducation vient tout de suite après. Preuve d'une grande inquiétude sur cette question.

Je défends l'école dès le plus jeune âge mais aussi, étant déléguée de la Petite Enfance, je dénonce l'Etat qui a choisi de se désengager de l'éducation de la Petite Enfance : il manque 400000 places en crèche ainsi que le personnel formé nécessaire, soit 30000 postes !

Je défends aussi l'idée d'un grand service public de la Petite Enfance (proposé par les communistes et qui figure dans le projet du Front de Gauche), offrant des modes de garde diversifiés répondant aux attentes des parents selon leurs besoins et non leurs moyens et en sécurisant les parcours professionnels des salariés de la Petite Enfance.

ALSTOM : questions à Jacques RAMBUR



Enlèvement des déchets : Plus de service public mais sans augmentation démesurée.

La droite locale avec en l'occurrence Mrs Meslot et Grudler n'a pas de mots assez durs pour critiquer, contester l'action municipale. Ce n'est pas de l'opposition qui porte sur des idées, des projets, c'est de l'obstruction systématique, pour eux l'appétit du pouvoir qui justifie tous les moyens.

Pourtant, le fait d'être dans l'opposition ne permet pas tout, comme d'ailleurs le fait d'appartenir à la majorité.

Pour leur part, les élus communistes ont une conception de la politique qui repose sur le débat, la confrontation d'idées mais aussi l'implication et l'intérêt populaire. C'est vrai, dans le territoire de Belfort comme dans le pays. La droite peut-elle en dire autant ?

L'actuel débat à la CAB sur l'enlèvement des ordures ménagères témoigne de l'attitude de la droite qui ne cherche qu'à se distinguer par une opposition irresponsable.

Les élus communistes réagissent comme les populations du territoire de Belfort. Ils sont très ouverts aux projets et aux nécessaires évolutions touchant à l'environnement, à la vie, à son cadre et dans le même temps ils sont attentifs au sens et aux conséquences quant aux financements de toutes réalisations.

Selon nous, le projet de collecte sélective prend relativement bien en compte les nécessités techniques et les nouvelles règles environnementales avec l'intérêt des familles et le développement du service public. Mais les élus communistes ne s'engagent pas sur les conclusions du rapport concernant la taxe et l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) qui représentent des risques, quant aux augmentations financières sur le budget de la CAB et donc, par ricochet sur le montant des taxes dues par les familles.

C'est le sens de la déclaration que nous avons fait au conseil communautaire le 21 octobre 2011.

B. CHEVALIER, adjoint au maire.

EXPULSIONS.

Est-ce que nous devons cacher les gens comme pendant la guerre ?

Expulsion. Tu seras jeté sur le trottoir. Tu seras jeté en camp de rétention. Et nous, que l'on veut citoyen, l'Etat nous menace du délit de solidarité.

Alors emparons-nous du défi de solidarité. Nous qui sommes citoyens.

Les enfants scolarisés pour leur permettre l'avenir que leurs parents n'ont pas eu, deviennent des enfants jetés hors de l'école. Des enfants en camp de rétention. Chacun chez soi. Chacun pour soi. Il faut parler la France !

Nous qui sommes citoyens souvenons-nous des colonies. Souvenons-nous toutes les fois où le pouvoir a dépatré, naturalisé et expatrié (J. Prévert). L'histoire parfois est une sale histoire qui n'en finit pas. Loin des lumières et de la déclaration universelle des droits de l'homme, elle commence à l'aube, avec les rafles et les expulsions.

Jamais personne ne devrait être un clandestin. Un sans-papier. Quelqu'un qui coûte cher à la France, nous raconte N. SARKOZY et son pouvoir, tandis que ses amis à lui préfèrent ne pas être français pour ne pas payer d'impôt.

Et qu'il faut enseigner la morale dans les écoles et se débrouiller comme on peut face à cette question des enfants ; une question toute simple portant : pourquoi il ou elle ne viendra plus à l'école ?

Oui, pourquoi ?

D. BOURGON

